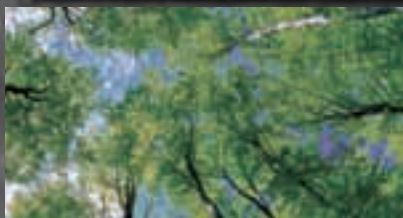


LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

34

La revue du
quatrième
arrondissement



Le bilan vert de la droite



Intervention de **Vincent Roger**
au Conseil de Paris

L'aménagement
des voies sur
berges est-il
moderne ?

Un tour du monde passionnant
Entretien exclusif avec **Alexandre Adler**
La gouvernance mondiale remise en jeu



janvier - février - mars 2012

n°8



L'éditorial de

Vincent Roger

Conseiller de Paris

Élu du 4^{ème}

Conseiller Régional

L'heure du choix : entre l'accessoire et l'essentiel

Le 6 mai prochain, nous allons élire celui ou celle qui devra mener notre pays à bon port pour les 5 années à venir. Ce n'est pas une mince affaire. Il ne peut s'agir d'un vote d'humeur. Chacun d'entre nous devra en conscience déposer son bulletin dans l'urne.

Certes, la rupture voulue par Nicolas Sarkozy, au début de son mandat, a pu heurter. Certains de ses aspects étaient nécessaires pour rompre avec des conservatismes français aussi lénifiants que sclérosants. D'autres étaient sans doute excessifs. Mais ces erreurs de communication ne sont-elles pas accessoires par rapport à l'essentiel ?

L'essentiel c'est que l'esprit de la réforme demeure. Les réformes entreprises [retraite, université, Grenelle de l'environnement (*cf dossier page 10*), service minimum...] ont permis de commencer à adapter notre modèle social aux exigences de la mondialisation. Arrêter la modernisation en marche de notre pays, serait prendre le risque de le voir prendre du retard. Et ceux qui en paieront le prix fort seront avant tout les plus démunis.

L'essentiel ensuite c'est de garantir la cohésion sociale. Beaucoup de nos compatriotes souffrent. Personne ne le nie. Mais il est une évidence : la France a mieux résisté socialement que les autres pays de la zone euro. Les mesures prises par le gouvernement Fillon n'y sont pas étrangères comme le relèvement de 25% des minima sociaux, la hausse de 29% des crédits alloués à l'hébergement d'urgence et la suppression des deux tiers de l'impôt sur le revenu pour 6 millions de foyers appartenant aux classes moyennes.

L'essentiel également c'est que François Hollande, aussi respectable soit-il, sera le Président du non choix. Incapable qu'il sera de faire la synthèse entre une sociale démocratie qu'il souhaite et les dérives de ces alliés. Le fait que sa campagne patine en est la meilleure illustration. A gauche, élaborer un programme clair semble mission impossible.

L'essentiel enfin pour la France, dans une période où la gouvernance mondiale va être remise à plat [à ce sujet je vous invite à lire l'entretien passionnant que m'a accordé Alexandre Adler], c'est d'avoir un porte-parole convaincant et opérationnel pour adapter le capitalisme mondial à l'économie réelle. Je suis persuadé que Nicolas Sarkozy en a les qualités, l'aura internationale et la volonté. En attendant sereinement le verdict des urnes, je vous adresse mes meilleurs vœux pour 2012. Je vous souhaite, tout au long de l'année, d'avoir rendez-vous dans notre cher 4^{ème} arrondissement, avec l'optimisme, la bonne humeur et surtout la bonne santé. ◆

La revue du quatrième arrondissement

janvier - février - mars 2012

n°8

SOMMAIRE

p.2 Editio

p.3 à 7 *L'entretien*
avec Alexandre Adler

p.8 & 9 *Ça se passe dans le 4^{ème}*

p.10 & 11 *Le dossier*
Le bilan vert de la droite

p.12 & 13 *Ça s'est passé au*
Conseil de Paris
Verbatim de Vincent Roger

p.14 *Tribunes libres*
Tribunes libres
Le billet vert
Paris du bout de ma lorgnette

p.15 *Agendas*

p.16 *Portrait*
du Professeur
Jean-Pierre Béthoux

.....
Directeur de la Publication : Vincent Roger
Rédaction : Jean-Michel Sokol, Elisabeth Castel,
Aurélien Caublot-Guérault, Nelly Gamier, Ludovic Roubaudi
Photos : DR, Aline Lévêque
Imprimerie : IPS
Tirage : 15 000 ex
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2012
ISSN / 2104-2519
*Papier certifié FSC

.....
Conception graphique, réalisation : bouelle.fr
Édition et régie publicitaire



178, quai Louis Blériot - 75016 Paris
Tél : 01 53 92 09 00
contact@citheacommunication.fr
www.citheacommunication.fr

.....
Vous ne recevez pas le journal?

Contactez le **0 800 746 902** (appel gratuit)

Vous souhaitez figurer dans la prochaine édition?

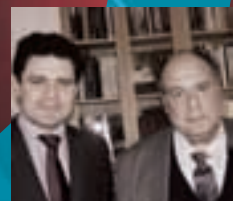
Cithéa communication au 01 53 92 09 00 ou par mail
: contact@citheacommunication.fr

"Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages ou images publiées dans la présente publication préalable écrite de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon."

Loi du 11 mars 1957, art. 40, art. 41 et Code Pénal art. 425
Le journal n'est en aucun cas responsable des photos, des textes, des illustrations qui lui sont adressés.

La société Cithéa communication ne saurait être tenue responsable pour toute erreur ou omission dans les textes et illustrations du journal.

Habitant depuis plus de trente ans le 4^{ème} arrondissement, marié à la philosophe Blandine Kriegel, historien, intellectuel de renom, éditorialiste au Figaro et sur Europe 1, personnage aussi passionnant qu'attachant, Alexandre Adler, dans un entretien exclusif accordé à Vincent Roger, aborde sans langue de bois les enjeux internationaux actuels et futurs. Captivant !



L'année de toutes les élections

2011 fut pour un éditorialiste en relations internationales une année incroyable, non ?

2011 est évidemment une année sans grand précédent, sinon 1989 et peut-être 1991 avec il y a tout juste vingt ans la chute de l'Union Soviétique. Le processus qui s'est mis en œuvre à ce moment-là était un véritable tremblement de terre avec cette particularité, il n'était pas accompagné, comme auparavant au XX^e siècle, de grandes guerres sanglantes. Et bien aujourd'hui, c'est un peu la même chose. Nous avons assisté à un tremblement de terre considérable qui a commencé dans le monde arabe, c'était l'épicentre initial, mais il est en train de gagner des régions voisines, voire des régions totalement différentes, comme l'Union Européenne. Ce qui est en train de se passer est irréversible. Quoiqu'il arrive, quelque soit l'issue de cette double crise moyen-orientale puis européenne, nous allons connaître un paysage complètement différent, celui là même que nous avons découvert de façon un peu médusée, au début des années 1990.

Le printemps arabe, personne ne l'avait prévu, pensez-vous que ces pays pourront associer la montée de l'islamisme et la quête de démocratie ?

C'est-à-dire que la montée de l'islamisme et la quête de la démocratie sont deux mouvements bien distincts, les islamistes ne se sont jamais ralliés, ni de près, ni de loin, aux valeurs démocratiques. Ils peuvent accepter le processus démocratique pour augmenter leur influence, mais jusqu'à nouvel ordre, ils n'ont jamais été des sympathisants de la démocratie. Leur conception même de l'autorité religieuse est incompatible avec une démocratie saine et conçue. Cependant, dit-il ne faut pas recourir aux conclusions définitives. On peut arriver à des situations où certains mouvements islamistes finissent par accepter les règles démocratiques qui leur seront imposées par d'autres. Cela dépend

de la résistance de la société et des forces politiques. Je vois bien qu'au Maroc, tout d'abord on rencontre des partis politiques installés depuis longtemps ainsi qu'une monarchie forte qui exprime elle-même un Etat marocain enraciné dans l'histoire. En Tunisie, les conditions sont sans doute moins favorables, mais il y existe tout de même une société civile active et dynamique, avec des traditions, notamment dans le domaine de l'émancipation féminine, qui ne se laisseront pas réduire si facilement que cela par les programmes quel

“ce qui est en train de se passer est irréversible”

qu'il soit des islamistes et de leurs alliés. En Egypte, au contraire je ne vois rien de comparable, et donc je pense que les forces islamistes dans la société égyptienne présentent certainement beaucoup plus de risques immédiats pour les libertés que dans des sociétés maghrébines, plus différenciés et plus habituées à des procédures démocratiques. Mais les deux mouvements démocratique et islamique sont bien distincts, et sont amenés à s'affronter dans leurs conceptions fondamentales à un moment ou à un autre. Cet affrontement n'a pas nécessairement à se transformer en guerre civile sanglante. Il peut aussi être pacifique, comme on a connu des formes pacifiques d'affrontement entre démocrates de gauche et droite et communistes dans toute l'Europe occidentale, pendant les trente Glorieuses. Et nous nous en sommes sortis, peut-être le monde arabe pourra-t-il s'en sortir de la même manière ? Ou plus exactement, j'aurai tendance à répondre cela dépendra du pays et des circonstances.

Vous qui est un kremlinologue reconnu, que pensez-vous des troubles actuels en Russie ?

La Russie est un pays qui est à la fois marqué par une tradition historique autoritaire, avec un fort retard à l'allumage en matière démocratique, et puis une anarchie totale à la chute de l'Union Soviétique, qui a traumatisé tous les Russes. Cela les a

conduit à vouloir un certain rétablissement de l'autorité, mais pas néanmoins de la dictature. Poutine s'est d'abord conformé à cette exigence. Si la Russie a connu un tour de vis évident, acclamé par la majorité de la population, elle n'est pas non plus revenue clairement en arrière. Dans de nombreux domaines comme la liberté d'expression des journaux, des livres, la liberté religieuse, la liberté de se mouvoir ou de voyager, les Russes ne sont pas revenus à la case départ. Mais évidemment, Poutine en a trop fait, notamment avec l'affaire grotesque de sa candidature passage de témoin avec Medvedev, qui avait lui même suscité de vrais espoirs dans les classes moyennes - et aujourd'hui la colère se fait jour ; mais elle s'exprime surtout dans les grandes villes comme Moscou et Pétersbourg. Elle n'a pas encore touché la province. Je pense que, même sans tricherie, Poutine serait réélu aujourd'hui, mais il ne peut pas compter sur le climat d'unanimité ou de défaite de la pensée libérale qui avait caractérisé son premier mandat. Il aura fort à faire avec une contestation beaucoup plus résolue qu'il n'a connu jusqu'ici.

Que vous inspire le fait que certains partis politiques sont prêts à saborder la place de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU ?

C'est une grosse bêtise. Cela fait partie du politiquement correct. Il y en avait l'équivalent avant-guerre, avec des gens qui voulaient remettre tous les pouvoirs à la Société des Nations, c'est d'ailleurs pour cela que l'on a institué le droit de veto des cinq Grands à l'ONU, pour éviter que ne se renouvelle l'impuissance de la SDN. Aujourd'hui, l'idée de transformer le siège français en un siège européen ou de supprimer le droit de veto pour les grandes puissances, partent, au départ, de bonnes intentions un peu naïves et, à l'arrivée, constituent une véritable politique de griboille. Ce qui est tout à fait surprenant, c'est que le Parti Socialiste a exercé le pouvoir, sans aucune limitation pendant dix



janvier - février - mars 2012

n°8

L'ENTRETIEN

ans sous François Mitterrand, il a encore, en cohabitation, dirigé le gouvernement de la France pendant cinq ans avec Lionel Jospin, et on a pourtant l'impression qu'il n'a rien appris, en tout cas avec ce genre de déclaration, qu'il demeure tout à fait désinvolte. Il signe n'importe quoi, surtout lorsque les Verts sont de la partie pour se débarrasser du problème. Cela montre surtout le peu de sérieux que les dirigeants socialistes actuels accordent tout simplement aux faits les plus simples de la politique. Au fond, ils n'ont aucune intention de respecter cet engagement, ils ont signé parce que cela ne les engage pas. Je n'apprécie guère cette conception de la politique.

La France compte-t-elle encore dans le concert des nations ?

Imaginer que la France puisse jouer le même rôle qu'elle avait encore à la fin des années cinquante est une illusion. En revanche, il est vrai qu'associée à plusieurs autres grands pays européens, elle continuera à être influente. L'Union Européenne telle que nous la concevons est une des grandes puissances de demain. Le PIB de l'ensemble de l'Union Européenne est tout à fait comparable à celui des Etats-Unis, associés au Canada et au Mexique. Et puis l'importance politique de ce que l'Union Européenne peut dire ou peut faire dans le monde n'a rien de négligeable. Je crois même que l'émergence de nouvelles puissances comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, non seulement ne ternit pas le rôle de l'Europe mais devrait au contraire le faciliter. L'idée de considérer que la France n'a pas d'importance, ou qu'elle est condamnée à jouer un second rôle de commentateur ou de brancardier, humanitaire, est un renoncement non seulement à l'ambition pour la France, mais aussi à la pensée.

La crise économique actuelle est-elle plus une crise de l'occident ou une crise de la zone euro ?

Ce qui est certain, c'est que la crise ne s'est pas déclenchée avec l'euro. Elle s'est dé-

clenchée en 2008 à Wall Street en raison des intempérances récurrentes d'un capitalisme dont l'épicentre était américain. Puis elle s'est rendue à toutes les économies de marché. La « pénibilité » d'un certain nombre de situations est maintenant compréhensible pour tout le monde : l'Espagne avec l'immobilier, la Grèce avec l'endettement d'Etat, l'Italie avec sa gouvernance dans la gestion des grands équilibres ont été les premiers touchés par cette nouvelle donne. Donc on ne peut pas dire que ce soit au départ une crise de l'Europe proprement dite. Celle-ci ne l'est devenue que parce que nous avons essayé de construire une monnaie unique, sans assortir des éléments de gouvernance que ceux-ci devaient nécessairement comporter. Dans cette tentative de contourner le problème, il y a toujours de bonnes raisons, mais à la fin des fins, quand on les a additionnées, elles sont quand même mauvaises. C'est-à-dire que, finalement, la grande leçon d'un homme politique comme Philippe Seguin, disant non pas qu'il était contre l'Europe, mais qu'il était opposé à une Europe qui contournait la dimension politique, se trouve aujourd'hui validée. L'Europe de Jean Monnet a vécu. Jean Monnet était toujours dans l'idée que l'économie entraînait avec elle une pédagogie, et qu'en faisant les choses pratiquement, on finissait par trouver une idée qui n'était pas énoncée explicitement au départ. C'est très exactement, cette méthode qui ne convient plus aujourd'hui. Il faut clairement indiquer ce que l'on veut faire.

N'allons-nous pas être obligés de céder aux sirènes d'un fédéralisme européen ?

Plus de fédéralisme en tout cas c'est effectivement une gouvernance commune de ce qui nous est commun. Il n'y a pas de monnaie commune, sans économie commune, et sans convergence du politique, alors maintenant est-ce que cela renie les gouvernements nationaux ? Certainement pas !

Est-ce que nous devons concevoir cette transformation par la méthode consistant à remettre tout à la technocratie bruxelloise et à la commission européenne ? Certes non ! Il me semble qu'au contraire dans cette montée du fédéralisme, comme on le dit parfois trop rapidement, nous ayons assisté plutôt à la confirmation du rôle des Etats-Nations. Grand Etat-Nation que l'Allemagne, et que la France, dont la convergence a suffi à commencer pour débloquer la situation. Grand Etat-Nation encore que l'Angleterre, qui a tout d'un coup découvert que ses intérêts n'étaient pas compatibles avec cette dynamique, pour l'instant. Ce n'est pas un mouvement de fédéralisme indifférencié, c'est au contraire la prise en compte par un certain nombre de grandes nations de l'Europe de leurs responsabilités historiques à l'échelle de l'Europe et du Monde.

Quels sont, pour vous, les principaux enjeux internationaux de l'année à venir sur le plan international ?

L'année 2012 qui s'ouvre sera d'abord l'année de toutes les élections. On se rend compte que l'élection française n'est pas du tout isolée puisque nous aurons à connaître une élection aux Etats-Unis en octobre, et elle sera singulièrement importante. Barack Obama remet en jeu son mandat. Elle s'accompagne à peu près au même moment du congrès du Parti communiste en

Chine qui, pour les Chinois, est l'équivalent d'une élection. Je rappelle, pour mémoire, la réélection sans doute attendue, et moins facile que l'on imaginait du candidat Vladimir Poutine en Russie. Et une kyrielle d'élections diverses dont les plus importantes sont, évidemment les élections libres du Moyen-Orient qui se déroulent pour la première fois, elles ont commencé dès la fin de 2011, mais elles vont atteindre leur point culminant avec les élections législatives égyptiennes. Nous

“renoncement non seulement à l'ambition pour la France, mais aussi à la pensée”

devons ajouter aussi des élections imprévues... Il n'est pas certain que le choc en retour du veto anglais ne débouche pas rapidement sur une consultation des électeurs britanniques. Il n'est pas impossible non plus que la volonté d'Angela Merkel de corriger les traités européens ne s'accompagne pas, à un moment ou à un autre, d'une élection générale où le gouvernement aurait envie de retourner devant les électeurs plus tôt que prévu. Si tel était le cas, nous aurions pratiquement sur la scène électorale tous les « grands » pays du monde : France, Angleterre, Allemagne, Chine, Inde – où

les élections régionales sont quasiment une élection nationale - Etats-Unis et Russie. Ce processus électoral planétaire va provoquer une remise en jeu de l'ensemble de la gouvernance mondiale. Tout d'un coup on se rend compte que la masse des problèmes auxquels nous sommes confrontés est tellement sérieuse qu'il va falloir y réfléchir ensemble. C'est toute l'importance internationale de l'élection présidentielle française. Autre échéance évidente, c'est aussi dans cette période qu'Européens et Américains devront réfléchir à l'ordre monétaire international. Il n'est pas possible, dans l'état actuel des choses, d'avoir une politique monétaire américaine totalement indépendante de celle des Européens. Tout ceci demande une mise à plat.

Dans votre dernier livre «le peuple-monde, destins d'Israël» vous revenez sur

l'itinéraire du peuple juif et surtout de sa vision si particulière de Dieu, Hachem le dieu caché. Vous qui êtes laïc dans votre engagement vous semblez soudainement mystique ?

Les deux ne sont pas incompatibles. Je dirais même qu'un certain mysticisme, s'il est bien tempéré, suppose aussi un certain retrait, une certaine modération dans l'expression du sentiment religieux. Je pense très profondément que ces questions sont de l'ordre du for intérieur, de la méditation personnelle, sans doute aussi d'une action communautaire d'ordre

“le monde musulman deviendrait en danger de paix”

privé, mais certainement pas que le sentiment religieux doive être l'objet d'un débat public ou surtout brandi par des hommes publics à des fins qui n'ont rien en réalité de religieux. Je pense qu'effectivement on peut avoir un goût pour la pensée religieuse, la pensée théologique qui nous a tous façonnés et puis une très grande volonté de séparer le religieux du politique, cela procède de ce que l'on appelle la tradition fondamentale de l'Occident

Croyez-vous la paix un jour possible au Moyen Orient ? A vous lire, le monde ne pourra être en paix tant qu'Israéliens et Arabes ne le seront pas.

Alors bien entendu le danger de cette dernière phrase c'est celui que je reproche à mon ami Régis Debray dans son énoncé du problème. C'est le raisonnement consistant à faire du conflit israélo-palesti-

nien le commencement et la fin de tout le processus politique régional. Loin s'en faut : le Moyen-Orient est traversé par des tensions qui sont présentes partout depuis les années cinquante. La plupart de celles-ci ne sont pas liées exclusivement au conflit israélo-palestinien. Il est même tout à fait possible qu'elles perdurent dans la propagande nationaliste arabe, malgré l'évidence du contraire, avec des affirmations du type : «le Sud-Soudan a fait sécession, c'est la main d'Israël», «c'est les Kurdes qui sont des agents des Israéliens», que sais-je encore. Mais inversement, je pense que le conflit israélo-palestinien pourrait aujourd'hui trouver une solution qui aurait une conséquence énorme sur l'équilibre favorable de toutes ces sociétés. Parce que tout d'un coup, je dirais que le monde musulman deviendrait «en danger de paix». Toutes les mobilisations nationalistes, toutes les manigances pour ne pas poser certains problèmes intérieurs, tous les refoulements des essentielles, en cas de paix, tout d'un coup, ils deviendraient caducs. Non seulement, je pense que la paix israélo-palestinienne est possible, mais je pense que, paradoxalement, malgré les poussées islamistes, nous n'en avons jamais été aussi proches.

Comme vous définiriez-vous ? Journaliste ? Intellectuel ? Historien ?

Je pense qu'il faut d'abord se définir par une profession, et pas par une qualité telle qu'intellectuel. La profession que j'exerce aujourd'hui, c'est incontestablement celle de journaliste. Ma formation sur laquelle

Ses dates

1950 Le 23 septembre naissance à Paris

1969 Reçu «cacique» premier à Normal sup

1974 Agrégation d'histoire

1975 Enseignant à l'Université Paris VIII puis au Collège interarmées de la défense nationale jusqu'en 2000

1982 Entre au journal Libération pour suivre l'URSS

1992 Rédacteur en chef puis Directeur de Courrier International

2002 Entre au Figaro et en devient membre du comité éditorial

2010 Depuis septembre tient une chronique à 8h15 chaque matin sur Europe 1



s'appuient mes capacités professionnelles, c'est incontestablement celle d'un historien. J'ai choisi très tôt l'histoire plutôt que la philosophie et ceci correspond à une orientation intellectuelle profonde chez moi. Oui, je suis profondément un historien.

Sans faire le questionnaire de Proust, pouvez-vous expliquer pourquoi le violet est votre couleur fétiche ?

A partir de 1931, le drapeau violet comme on l'appelait a été la couleur de la République espagnole et comme mon père a combattu dans les rangs de cette république espagnole, comme volontaire dans les Brigades Internationales, et comme pour moi la guerre d'Espagne constitue encore à ce jour un mythe fondateur de mon existence, j'ai certainement un attachement profond à cette couleur.

Vous êtes historiquement un homme de Gauche qui a de nombreux amis à droite à commencer par François Fillon ? Comme l'expliquez-vous ?

D'abord je ne sais pas si François Fillon se définirait lui-même comme étant complètement à droite. Il fait parti de ces gaulistes qui se sont retrouvés aujourd'hui à droite, et pour certains à gauche, tout en essayant, malgré tout, de satisfaire avec loyauté le camp auxquels ils appartiennent. C'est aussi mon cas. Je reprendrai cette vieille citation d'un notable de la III^e République à qui on posait la même question. Il disait : en effet je suis né à gauche,

mon père était proscrit du 2 décembre, et puis mon expérience m'a fait évoluer vers le centre, et le malheur des temps me fait siéger à droite. J'aurais tendance à vous faire la même réponse.

Que reprochez-vous à la gauche française ?

J'ai incontestablement un passé de gauche, peut-être même un passif de gauche. Je suis né entièrement à gauche. J'ai évolué tout simplement par mon expérience des réalités, en particulier des réalités économiques vers des positions beaucoup moins dogmatiques que celles que je pouvais assumer quand j'avais vingt ans, notamment sur le rôle du marché et de l'Etat. Puis à cette évolution qui aurait pu être pacifique et lente, et me permettre de me situer plutôt dans l'aile modérée du parti socialiste, s'est combinée une indignation profonde face à une dérive idéologique de la gauche. Et à un moment donné je ne me suis plus senti chez moi, aussi bien dans le domaine de la laïcité, de la politique de l'école, de la politique étrangère où j'ai entendu des choses assez étonnantes proférées avec la plus grande assurance par des dignitaires socialistes, notamment sur la politique économique et sociale, je pense, aux 35 heures. Je ne pouvais absolument plus m'identifier ni de près, ni de loin aux idées de la gauche actuelle. Ce qui ne m'empêche pas par ailleurs, d'éprouver une amitié profonde et fidèle pour des gens de gauche qui parfois partagent certains de mes goûts, sans apprécier nécessairement le côté atypique que je leur donne.

Vous habitez le 4^{ème} arrondissement depuis près de trente ans ?

Comment l'avez-vous vu évoluer ?

Le 4^{ème} arrondissement que j'ai connu ressemblait à ces vieux films de Maigret, en noir et blanc. C'était encore un village avec de petits artisans et de petits commerçants, à l'image du quartier voisin des Halles. Il y avait encore quelque chose de cette époque-là, quand je me suis installé ici, qui, pour moi, était attachante et comme beaucoup, de ce vieux Paris, j'éprouve une certaine nostalgie. Mais je dois reconnaître que la transformation de cette partie-là de la Capitale par de grands équipements, l'alignement Beaubourg-Bastille, ont tout d'un coup apporté un sang neuf considérable à cet arrondissement, une ambiance culturelle dynamique

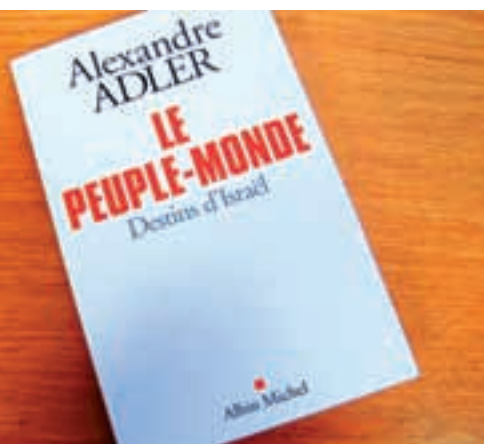
“pour moi la guerre d'Espagne constitue un mythe fondateur de mon existence”

et créative évidente. Il n'y avait pas beaucoup de galeries d'art, il y en a de très importantes, aujourd'hui, à portée de la main. Beaubourg a attiré une masse de visiteurs, notamment pour

sa bibliothèque et son musée tout à fait remarquables, et l'Opéra-Bastille, qui n'est pas une réussite architecturale est, par contre, une grande réussite musicale. Finalement la combinaison de ces deux équipements culturels fait que je me reconnais assez dans l'évolution de notre arrondissement.

Que vous souhaitez en 2012 ?

Moi, je suis comme tous les Français, je souhaite que nous sortions de la crise européenne par le haut et que nous retrouvions cet optimisme et cet amour de la vie qui devraient exulter de nos murs et d'une ville comme Paris. Dans cette ville, on sent aujourd'hui un pessimisme de mauvais aloi s'imposer, des craintes s'exprimer, et je voudrais ne pas vivre dans la crainte mais beaucoup plus dans l'espoir.



*Michel Vaudry et François Fillon**Alain Seban Vincent Roger et la conseillère de Paris Florence Berthout*

A Matignon on honore Sophie Germain

François Fillon a remis à Michel Vaudry, Proviseur du Lycée Sophie Germain les insignes de Chevalier de Légion. En rendant hommage à ce proviseur exemplaire, François Fillon a salué la réussite d'un projet pédagogique. Arrivé il y plus de 10 ans à la tête de cet établissement du 4^{ème} arrondissement, Michel Vaudry a gagné son pari : celui d'allier l'excellence, la solidarité et l'exigence républicaine. Grâce à son action et à celle de toute son équipe, ce lycée obtient désormais 98% de réussite au BAC tout en gardant sa spécificité consistant à accueillir un tiers d'élèves boursiers.

12 octobre

"Je sais aussi vos relations amicales avec les autres artistes présentés au centre Pompidou et je souhaite ce soir, informellement, les représenter, pour honorer en votre personne le centre Pompidou lui-même, et toutes les personnes, à tous niveaux, qui participent à sa vie, qui font sa vie, et dont j'ai pu apprécier directement la formidable compétence et le grand dévouement"

Pierre SOULAGES
s'adressant à Alain Seban

A BEAUBOURG : LA RÉPUBLIQUE SALUE UN SERVITEUR DE LA CULTURE

Le monde de la culture s'était donné rendez-vous au Centre Pompidou. L'actuel Ministre de la culture et ses prédécesseurs étaient présents. Mais ce n'est pas un ministre qui a remis à Alain Seban, Président du Centre Pompidou, la croix de la Légion d'Honneur mais un artiste. C'est en effet Pierre Soulages, maître de la peinture informelle, tout un symbole, qui a officié au nom de la République. Il a rendu, avec amitié, humour et simplicité, un hommage appuyé à ce grand serviteur de la République des arts qu'est Alain Seban. Dans l'interview qu'il avait accordée à 754 en octobre 2009,

Alain Seban nous expliquait que «l'œuvre d'art est dans le regardeur». A regarder son bilan à la tête de ce grand établissement public, on peut le qualifier d'œuvre remarquable tant il a su faire preuve de créativité et d'efficacité avec le Centre Pompidou mobile, l'ouverture du centre de Metz, l'espace pour les adolescents, la mise en réseaux avec les grands musées de la planète, la création du Centre Pompidou virtuel, la hausse de la fréquentation, la qualité exceptionnelle de la nouvelle exposition permanente...

6 décembre



Pierre Soulages et Alain Seban



Vincent Roger et Nora Berra avec les représentants des associations

Télex du 4^{ème}

Ouvert le 28 mars 2008, l'indépendant du 4^{ème}, le blog d'Emmanuel Delarue, dédié à l'histoire de notre arrondissement et à son actualité vient de dépasser les 160 000 pages lues. Il a publié plus de 1000 articles soit près de 5 par semaine. **754** invite ceux d'entre vous qui ne connaissent pas ce blog à le découvrir : <http://lindependantdu4e.typepad.fr> ... Partageant, avec les trois autres arrondissements du centre, des établissements publics, le Conseil du 4^{ème} arrondissement doit se prononcer à chaque fois que cela est nécessaire sur le chantier des halles. Conseil après conseil l'opposition dénonce le «*trou financier*» en préparation. D'avenant en avenant des délibérations, cela devient abyssal, on est passé d'un projet à près de 700 M€ à plus d'un milliard, grâce à la ténacité de l'association *Accomplir*, le tribunal administratif de Paris a annulé un avenant du contrat de la Canopée, ce toit de verre géant qui devrait recouvrir le futur Forum des Halles, obligeant la mairie de Paris à le renégocier. L'avenant en question prévoyait une augmentation des coûts de 28% par rapport au projet initial... Selon une récente étude de l'INSEE la population du 4^{ème} arrondissement a diminué de 7% en 10 ans.

Journée mondiale contre le SIDA : soutien à l'opération

«*juste un doigt pour
se faire dépister*»

Dans le cadre de la journée mondiale contre le SIDA, Nora Berra, Secrétaire d'Etat à la Santé, accompagnée de Vincent Roger, est venue promouvoir dans le 4^{ème} arrondissement l'opération «*juste un doigt pour se faire dépister*». Le Syndicat National des Entreprises Gaies (SNEG), AIDES et la Croix rouge s'étaient associés pour mettre en place un bus de «*santé sexuelle*» permettant à chacun de faire un dépistage rapide et gratuit. Bravo à ces trois associations pour cette initiative et leur dévouement.

1^{er} Décembre

Pour joindre Vincent ROGER, c'est simple

Par Mail : vincent.roger@paris.fr

Par fax : 01 42 76 53 93

Par téléphone : 01 42 76 64 91

Par courrier : 9, place de l'Hôtel de Ville 75 196 Paris RP



Le bilan vert *de la droite*

A Paris sans doute plus qu'ailleurs, les socialistes et les verts pensent avoir le monopole de la question du développement durable. A croire que le plus grand plaisir d'un élu UMP est de contempler un goéland mazouté sur une plage bretonne, quand Madame Joly et Monsieur Bové bravent tous les interdits pour arracher des plants d'OGM ou sauver des bébés phoques sur la banquise. Les images sont tenaces, mais elles ne résistent pas à l'épreuve des faits. Les faits, c'est tout simplement qu'aucun gouvernement n'était jamais allé aussi loin en matière de développement durable que celui de François Fillon.

Avec le Grenelle de l'environnement, la politique écologique est entrée dans l'ère du concret. Celle de l'écologie appliquée, celle de l'écologie en actes, celle de l'écologie réelle, celle de l'écologie pertinente, qui n'a que peu de points communs avec l'écologie doctrinaire que l'on entend si souvent s'exprimer. Cette écologie qui tourne le dos à la croissance, qui s'inquiète des progrès techniques, qui brime les choix individuels – cette écologie qui, semble-t-il, ne cherche qu'à ressusciter un collectivisme d'une autre époque. L'écologie doit avoir le visage du progrès technique, de la compétitivité économique, de la responsabilité individuelle.

S'engager vers un développement durable, ce n'est pas

recouvrir la tour Eiffel de fleurs ni échanger des centrales nucléaires contre des circonscriptions. C'est engager une véritable transformation de nos modes de production et de nos habitudes de vie. C'est ce qu'ont fait le Président de la République et le Premier ministre avec le Grenelle de l'environnement. **Depuis 4 ans, une véritable révolution verte est en marche.** Et cette révolution, contrairement à ce que veulent nous faire croire les adeptes de la décroissance, permet de créer de l'emploi. Ainsi, 260 000 personnes sont aujourd'hui employées dans le secteur des énergies renouvelables et de l'économie d'énergie.

APRÈS 10 ANS DE MANDAT DE L'ACTUELLE MAJORITÉ MUNICIPALE, PARIS EST-ELLE DEVENUE UNE CAPITALE PLUS ÉCOLOGIQUE ?

Tramway, couloir de bus, fermeture des voies sur berges, velib, etc. La majorité municipale vante son bilan «*écolo*». Pourtant au Conseil du 4^{ème} d'arrondissement du 5 décembre dernier, l'élue verte a déclaré que Paris était classée 91^{ème} ville européenne en matière de lutte contre la pollution ? Après dix ans d'alliance entre les socialistes et les verts quel terrible constat ! Qu'en est-il vraiment ?

Paris reste la ville la plus embouteillée d'Europe : 1/3 des kilomètres parcourus correspondent à la recherche d'une place de stationnement. C'est normal avec 45 000 places de stationnement supprimées depuis 2001 ! Il en résulte une très forte dégradation de la qualité de l'air : le niveau d'ozone a doublé en 15 ans en Ile-de-France. En menant une lutte acharnée contre les voitures, la municipalité contribue à augmenter les

embouteillages et donc la pollution atmosphérique. On peut parier que le projet de fermeture des voies sur berges ne va pas améliorer la situation.

40% des Parisiens déclarent souffrir en permanence du bruit : 25 100 Parisiens sont en situation d'exposition excessive au bruit du boulevard périphérique. Malgré le projet de couverture partielle du périphérique, la municipalité n'a pas de

« Avec le développement des énergies renouvelables, des transports propres, du recyclage, de l'agriculture de proximité, c'est à travers cette alliance nouvelle entre la ville et la nature que le Grand Paris relèvera le défi écologique de l'après Kyoto. Le Grand Paris dessine le modèle de la ville durable, le modèle de la ville-nature vivant en symbiose plutôt qu'en opposition avec son environnement. »

Nicolas SARKOZY,
discours sur le Grand Paris, le 29 avril 2009

Le bilan du Grenelle

Un développement rapide des énergies renouvelables

Grâce au Grenelle, la France est devenue la championne européenne des énergies renouvelables. Depuis 2007, la production du solaire photovoltaïque a augmenté de plus de 600%. L'éolien a augmenté de 91%. 565 000 foyers étaient équipés de pompes à chaleur en 2010 contre 15 000 avant le Grenelle.

Un mouvement de fond dans la réduction de nos consommations énergétiques

A la fin 2010, 200 000 éco-prêts à taux zéro ont été signés, soit 15 milliards d'euros de travaux engagés. Dans la construction, la consommation d'énergie des logements désormais en chantier est de 50 kWh par mètre carré et par an, soit trois fois moins qu'auparavant. Ces efforts profitent aux propriétaires et aux locataires qui voient leurs charges baisser significativement.

Un parc automobile exemplaire

En moins de 3 ans, sous l'effet du bonus-malus écologique, les émissions moyennes du parc automobile a chuté de 149g/km en 2007 et à 130g/km au dernier trimestre 2010. Parallèlement, une véritable dynamique industrielle s'est créée autour de la voiture électrique et hybride. L'Etat a massivement investi dans ce domaine et, à l'horizon 2020, la part des véhicules électriques devrait représenter 15% du marché.

Des investissements massifs pour des transports propres

2 000 kilomètres de nouvelles lignes à grande vitesse vont être déployées d'ici 2020 pour un montant de 53 milliards d'euros. L'Etat aide également près de 40 collectivités à développer plus 400 kilomètres de transport en commun en site propre. Au total, le Grenelle permettra d'investir 97 milliards d'euros pour les infrastructures.

Une faune et une flore préservées

De nouvelles aires marines protégées et de nouveaux parcs nationaux ont été créés. 1,2% du territoire métropolitain et 34,2% du territoire ultra-marin sont désormais placés sous protection forte. Le nombre de surfaces cultivées en agriculture biologique a explosé.

La santé des Français protégée

La surveillance de la qualité de l'air dans les écoles et les crèches, l'interdiction du bisphénol A dans les biberons, la mise en place d'un réseau de conseillers Habitat santé, le Gouvernement s'engage pour protéger la santé des Français.

Un effort massif de réduction des déchets

L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a consacré 570 millions d'euros à la prévention et à l'amélioration de la gestion des déchets sur la période 2009-2011. 

réelle politique de réduction de la pollution sonore, alors que de nombreuses pistes existent : réduction de la vitesse la nuit, revêtement des chaussées avec des matériaux présentant de meilleures caractéristiques phoniques...

LE GRAND PARIS : un projet de développement durable porté par Nicolas Sarkozy :

L'écologie selon l'exécutif municipal est profondément injuste, car elle consiste à éloigner du centre de la capitale ceux qui viennent y travailler

et contribuent à créer de la richesse pour la ville. La municipalité semble également nier que les transports sont saturés aux heures de pointe et ne permettent pas, à l'heure actuelle, d'assurer le transport de tous les habitants d'Ile de France. Au final, notre capitale se renferme de plus en plus sur elle-même.

Le projet du Grand Paris propose au contraire d'ouvrir Paris sur le monde, de construire des logements et d'améliorer le réseau de transport. 3 lignes supplémentaires de 155 kilo-

mètres de long amélioreront bientôt la desserte de notre agglomération. Un des principaux buts est de libérer le centre de la capitale du trafic de transit qui pourrait diminuer jusqu'à 20%. Au-delà de cet effort en matière de transport, le Grand Paris se veut un modèle de ville durable avec la création de couloirs écologiques, d'une ceinture verte au niveau de la première couronne, de jardins suspendus et la plantation d'une forêt de 2 500 hectares à Roissy.

Remise du Rapport de la Mission¹ d'Information et d'Evaluation sur les personnes âgées en perte d'autonomie à Paris

« Monsieur le Maire, Chers collègues, Au bout de 5 mois de travaux, de 34 auditions, je crois que notre mission a permis de répondre aux objectifs fixés.

En effet, nous avons pu établir une véritable cartographie concernant la condition de vie des personnes âgées à Paris. Nous avons pu aussi évaluer les dispositifs existants. Nous avons pu enfin ouvrir des pistes et faire de nombreuses propositions. Le résultat de ce travail est dû, sans nul doute, au climat qui a régné entre nous. Je tiens d'ailleurs à saluer l'esprit d'ouverture, le sens de la synthèse et l'élégance dont a fait preuve Jean-Pierre Caffet² tout au long de cette mission. Les élus de l'opposition, membres de cette mission, ont été animés de cette même volonté. [...]

Certes, votre majorité, a eu parfois l'envie de céder à une double tentation. Certains paragraphes de ce rapport illustrent ces dérives dont on aurait pu se passer. [...] Les conclusions de notre mission nous invitent à ouvrir au plus vite cinq grands chantiers pour améliorer la condition des personnes âgées à Paris.

Le premier chantier concerne celui de la gouvernance. Notre département se doit d'être moteur pour exiger une clarification des rôles notamment avec la région mais aussi pour trouver de nouvelles synergies, en concertation avec l'ARS, avec la CNAV.

La deuxième obligation sera de mieux se coordonner au niveau du terrain. Le rôle

*“ouvrir
au plus vite
cinq grands
chantiers”*

des PPE³ doit être accru. Ces structures doivent tendre à devenir l'interlocuteur privilégié pour les familles. Les Mairies d'arrondissement devront à l'avenir en être des relais efficaces. La communication autour de ces CLIC⁴ devra être en conséquence considérablement améliorée.

Notre troisième devoir concerne les classes moyennes. Même si, sous notre impulsion, quelques mesures ont été avancées au cours de cette mission. Beaucoup reste à faire en particulier pour l'accès au logement de ces classes moyennes au moment où elles revendiquent leur droit à la retraite.

De même, un quatrième chantier pour structurer le soutien aux « aidants » devra être ouvert. Le projet d'établir une charte municipale des aidants, à la demande des élus UMP, ne peut constituer qu'un premier pas en leur direction.

Quant au cinquième chantier, il concerne les structures d'accueil. Soyons honnêtes, Paris ne pourra combler son retard. Par honnêteté justement, j'admetts que des progrès ont été faits sous votre mandature mais avec un taux d'équipement de 40% l'offre d'hébergement en EHPAD⁵ demeure faible. Consciente des problèmes de foncier de notre ville, notre mission recommande de mettre en place un groupe de travail dans le cadre de Paris Métropole. Il sera chargé de réfléchir à un plan de programmation pluriannuel d'EHPAD. En parallèle, nous recommandons de développer les Centres

d'Accueil Jour. Ces CAJ, au passage nous pourrions en changer le nom pour éviter un tel acronyme, sont une réussite tant par le travail des personnels pour retarder l'entrée dans un Alzheimer lourd, tant ils renforcent le lien social pour les personnes âgées concernées et tant ils permettent aux aidants de souffler. C'est dans ce même esprit que nous encourageons vivement la création de Petites Unités de Vie. Partageant les grands axes de ce rapport, les élus UMP, membres de la mission, l'ont adopté.

D'abord parce que comme l'a rappelé François Fillon, au sujet de la dépendance, « *c'est une question dont l'ampleur transcende les étiquettes partisans et les échéances électorales immédiates* ».

Ensuite parce que 80% de nos recommandations ont été adoptées même si certaines d'entre elles ont été édulcorées. Monsieur le Maire, avec les conclusions de cette mission, vous avez de la matière pour améliorer le service public des parisiens âgés notamment dans le cadre de la préparation du prochain schéma gérontologique.

Pour nous, voter ce rapport c'est faire preuve aujourd'hui d'honnêteté intellectuelle pour demain mieux faire preuve d'exigence politique.»

17 octobre 2011

¹ Vincent Roger en était le rapporteur

² Président du groupe socialiste

³ Point Paris Emeraude

⁴ Centre Local d'Information et de Coordination

⁵ Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ...



Intervention de Vincent Roger

L'aménagement des voies sur berges

est-il moderne ?

« Monsieur le Maire, à l'instar de ce que j'ai pu entendre lors du dernier conseil du 4^{ème} arrondissement, votre majorité a décidé de faire du projet de l'aménagement des voies sur berges l'emblème et le symbole de sa soi-disant modernité.

S'y opposer serait à vous entendre la quintessence de la ringardise. Critiquer votre projet, c'est immédiatement être qualifié, je cite la Maire du 4^{ème}, de «*caricatural*» et de «*démagogue*»... Monsieur le Maire, au-delà de la nuance de tels propos que chacun appréciera, votre majorité souhaite faire de ce projet la vitrine de sa conception, paraît-il, audacieuse de l'action municipale. Grand bien lui fasse. Les Parisiens pourront ainsi apprécier votre vision de la modernité. Permettez-moi de les inviter à se poser quelques questions. Comme, par exemple celle consistant à savoir s'il est moderne de ne pas respecter ses engagements auprès des électeurs. N'aviez-vous pas fixé lors des dernières municipales deux conditions indispensables à toute initiative en matière d'aménagement des voies sur berges. La première, selon vous, résidait dans la baisse du volume de la circulation, la seconde dans la création de transports collectifs de report. Objectivement, Monsieur le Maire, vous aviez raison. Et vous feriez preuve d'une très grande originalité en disant que ces deux conditions sont désormais réunies.

Ensuite, Monsieur le Maire, est-ce moderne de faire voter un projet par le Conseil de Paris puis d'organiser une concertation dont on sait par avance qu'elle ne remettra pas en cause le vote déjà acquis ?

Est-ce moderne de balayer d'un revers de main les propositions de l'opposition ?

Est-ce moderne sur un sujet si crucial pour la ville de ne pas écouter la préfecture de police, la RATP et la chambre de commerce et d'industrie de Paris ?

Est-ce moderne d'augmenter le nombre de km de bouchon dans Paris et en conséquence d'augmenter la pollution ?

Est-ce moderne Monsieur le Maire d'organiser une enquête publique durant les vacances des Parisiens ?

Est-ce moderne de passer sous silence les 78,2 % de parisiens qui ont émis une opinion hostile au projet auprès de la commission d'enquête ?

Est-ce moderne de faire passer les résultats de l'enquête comme favorables alors que dans les faits les conclusions du commissaire enquêteur sont plus que réservées pour ne pas dire sévères ?

Est-ce moderne de vouloir passer en force alors que la com-

mission d'enquête émet une multitude d'incertitudes quant aux conséquences de ce projet liées à la vie des parisiens en général et des riverains concernés en particulier.

En matière, par exemple de nuisance sonore, la commission indique en page 47 de son rapport qu'en «l'absence d'information, elle ne peut déterminer une position précise».

Il en est de même en matière de patrimoine pour lequel le rapport indique page 55 que «l'absence de précision sur les aménagements projetés en particulier sur la rive gauche, ne permet pas à la commission de conclure à l'importance des impacts sur le paysage et le patrimoine». En matière d'aménagements «la commission regrette que les usages pressentis ne soient pas davantage précisés mais surtout que les aménagements ne soient pas définis de façon suffisante pour en permettre une exacte appréciation».

Concernant les conséquences sur le transport collectif, le rapport ne peut être plus explicite en indiquant qu'«en l'absence d'offre supplémentaire significative dès 2012, la commission d'enquête est particulièrement réservée sur les possibilités individuelles de transfert modal. De plus, les encombrements de la circulation évoqués [...] auraient un effet direct sur la vitesse de circulation des bus dont le ralentissement ne pourrait être qu'un facteur de désintérêt supplémentaire des usagers». Enfin et surtout, concernant la circulation, la commission souligne avec force en page 35 que «seule une expérimentation pourrait lever les incertitudes» et d'ajouter qu'«il serait particulièrement important de procéder à un test en grandeur nature».

Monsieur le Maire c'est exactement ce que mon groupe vous demande. Nous vous appelons à être pragmatique. Vous savez le pragmatisme est certes une vision modeste de la modernité mais il a souvent conduit les décideurs publics à l'efficacité. Quant à la modernité ce sont souvent ceux qui en parlent le plus qui en font le moins.

Avoir des convictions, des idées, des projets, c'est ce qui honore la politique. Les croire infaillibles, cela peut-être désastreux. La modernité en politique, Monsieur le Maire, n'est pas toujours dans la certitude. Elle peut être dans le doute. Je vous invite à méditer cet aphorisme d'Oscar Wilde : «*croire est ennuyeux, douter est absorbant*».

Monsieur le Maire concernant votre projet des voies sur berges vous avez le droit voire le devoir d'émettre un doute, vous n'en serez que plus moderne... »

*“croire est
ennuyeux,
douter est
absorbant”*



Paris du bout de ma lorgnette

par Nelly Garnier

Verra-t-on la Tour Eiffel se muer en séquoia géant ?

Comment ne pas avouer que l'idée de recouvrir la Tour Eiffel de verdure m'a tout d'abord semblé d'une évidence folle. L'architecture n'est-elle pas une incroyable tentative de se rapprocher du ciel en construisant des forêts de pierre et d'acier ! Il y a chez l'homme un besoin irréprensible de s'élever vers les cieux en gravissant des arbres géants, comme Jack grimpe sur son haricot magique pour y chercher l'oie aux œufs d'or. En haut de la Tour Eiffel, point de poule aux œufs d'or ; au mieux, vous trouverez une poule au pot façon Ducasse au Jules Vernes. Poule ou pas poule, verra-t-on la Tour Eiffel se muer en séquoia géant ? Ce serait réducteur, parce que notre vieille dame de fer représente tellement plus que cela. Elle est un phare, le mât d'un bateau, une cheminée d'usine, un squelette de fer, un lampadaire, une allumette, tout ce que notre imagination voudra bien en faire. « *Regard, objet, symbole, la tour*

est tout ce que l'homme met en elle, et ce tout est infini. », écrivait Roland Barthes. Dès lors, pourquoi la figer dans un seul de ces possibles. Laissons l'imagination des Parisiens transformer leur Tour Eiffel au gré de leurs humeurs, des saisons et des vents. Le résultat final sera bien plus beau et poétique qu'un enchevêtrement de tuyaux d'arrosage et de fougères séchées. Je vais vous faire une confidence. Les soirs d'été, j'ai pris l'habitude de me pencher à ma fenêtre pour apercevoir la tour Saint-Jacques auréolée du soleil couchant. A chaque fois, les vers d'André Breton me reviennent de manière lancinante :

*A Paris la tour Saint-Jacques chancelante
Pareille à un tournesol*

Je me vois alors monter sur mon tournesol doré, comme Jack sur son haricot.



Le billet vert

de Ludovic Roubaudi, écrivain

"L'Europe a déjà du mal à décider à 27, pourquoi le monde connaîtrait-il moins de difficultés à créer l'unanimité à 187 ?"

DUBAN MORNE PLAINE

La manière dont les journaux ont commenté le récent accord signé à la conférence sur le climat de Durban me laisse rêveur. A les lire, cet accord n'aurait vu le jour qu'à la grâce de billets d'avion ni échangeables, ni remboursables des représentants de l'Inde, de la Chine et des USA, qui avaient jusqu'alors refusés de ratifier le protocole de Kyoto, ils auraient cette fois signé un accord de peur de rater leur avion de retour ? Soyons sérieux.

Chacun est libre de voir le verre à moitié plein ou aux trois quart vide mais à force de ne relater que les lenteurs et les demi-échecs de ces raouts climatiques, on finit par convaincre l'opinion que rien n'est jamais fait et que les dirigeants du monde entier se soucient comme d'une guigne de l'avenir de la planète. Bien sûr cet accord n'est pas assez contraignant, bien sûr le Canada a abandonné un navire sur lequel il naviguait depuis

Kyoto, bien sûr la solution miracle pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'a pas été trouvée. Mais trois des plus gros "pollueurs" de la planète ont enfin admis qu'il y avait un problème et qu'il ne pouvait être résolu qu'en commun avec des changements drastiques de notre modèle de développement.

Si je reconnais que l'on peut légitimement être déçu par cet accord qui repousse aux calendes grecques l'instauration d'une réglementation mondiale de l'environnement, comment d'un autre côté ne pas se réjouir des avancées que chaque pays réalise dans ses frontières ? Pourquoi ne pas exulter devant la baisse des émissions de GES en Europe, comment ne pas se satisfaire de voir la Chine être le premier investisseur et producteur de technologie solaire au monde,

pourquoi ne pas être heureux de voir le Royaume Uni sortir son premier rapport sur la comptabilité environnementale. L'Europe à déjà du mal à décider à 27, pourquoi le monde connaîtrait-il moins de difficultés à créer l'unanimité à 187 ?

Ces conférences n'accoucheront sans doute jamais d'une solution acceptable par tous, alors cessons de nous plaindre de les voir accoucher de souris... Leur rôle après tout est plus d'aiguillonner les consciences et de pousser les uns et les autres à agir aux mieux de leurs intérêts et de ceux de la planète. Considérons une bonne fois pour toutes que ces conférences sont à l'environnement ce que le serment du jeu de paume fut à la révolution : une prise de conscience et un cri d'alerte.

A noter sur vos agendas

Élections présidentielles

1^{er} tour :
dimanche 22 avril
2^{ème} tour :
dimanche 6 mai

Élections législatives

1^{er} tour :
dimanche 10 juin
2^{ème} tour :
dimanche 17 juin

*Si vous ne pouvez être là,
pensez à faire une procuration*

Agenda passé et à venir de Vincent Roger

Passé

4 octobre, interview dans le Parisien sur les questions liées à la dépendance ; **8 octobre**, visite aux synagogues de l'arrondissement dans le cadre des fêtes de Kippour ; **10 octobre**, Conseil d'administration du lycée Sophie Germain ; Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; **12 octobre**, commission des Affaires sociales au Conseil de Paris ; remise de la légion d'honneur à Michel Vaudry, Proviseur du lycée Sophie Germain ; **13 octobre**, Commission des Affaires sociales à la Région Ile-de-France et conseil d'administration du Centre d'Action Sociale de Paris ; **14 octobre**, interview au journal d'I-télé ; **15 octobre**, animation d'une table ronde au 1^{er} carrefour des idées de la fédération UMP de Paris sur la dépendance, **17 et 18 octobre**, Conseil de Paris, **25 octobre**, interview sur BFM Business ; **7 novembre**, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; **8 novembre**, Conseil d'administration du collège Charlemagne ; **9 novembre**, Commission des Affaires sociales au Conseil de Paris ; **10 novembre**, Commission des Affaires sociales à la Région Ile-de-France ; **11 novembre**, cérémonie à la Mairie du 4^{ème} ; **14 et 15 novembre**, Conseil de Paris ; **17 et 18 novembre**, Conseil régional d'Ile-de-France ; **24 novembre**, office religieux pour le décès du Grand Rabbin de Paris, David Messas ; **26 novembre**, visite à la vente de charité de l'église des Blancs-Manteaux ; **28 novembre**, réunion du Labo des idées avec Valérie Pécresse et Gilles Kepel ; **1^{er} décembre**, journée mondiale de lutte contre le SIDA, Conseil d'administration du lycée Charlemagne ; **2 décembre**, passage à la vente de charité du Lions club ; **3 décembre**, animation d'une table ronde au 3^{ème} carrefour des idées de la fédération UMP de Paris sur la santé ; **5 décembre**, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; **6 décembre**, remise des insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur à Alain Seban, Président du Centre Pompidou ; **7 décembre**, Commission des Affaires sociales au Conseil de Paris ; **12, 13 et 14 décembre**, Conseil de Paris ; **14, 15 et 16 décembre**, Conseil régional d'Ile-de-France.

A venir

10 janvier, séance plénière extraordinaire au Conseil Régional d'Ile-de-France ; **16 janvier**, lancement du groupe de travail sur l'infirmier psychiatrique de la Préfecture de police, vœux pour l'Assistance Publiques-Hôpitaux de Paris à l'Hôtel de Ville ; **18 janvier**, conseil de quartiers des îles ; **19 janvier**, Commission des Affaires Sociales à la Région, vœux à la Mairie du 4^{ème} arrondissement ; **24 janvier**, vœux de Valérie Pécresse, présidente du groupe Majorité Présidentielle à la Région ; **25 janvier**, débat public avec Laurent Wauquiez ; **30 janvier**, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; **1^{er} février**, Commission des Affaires sociales du Conseil de Paris ; **6 et 7 février**, Conseil de Paris ; **9 février**, Commission des Affaires Sociales à la Région ; **16 et 17 février**, Conseil Régional d'Ile-de-France ; **12 mars**, Conseil d'arrondissement du 4^{ème} ; **14 mars**, Commission des Affaires sociales du Conseil de Paris ; **15 mars**, Commission des Affaires Sociales à la Région ; **19 et 20 mars**, Conseil de Paris ; **7 mai**, Conseil d'arrondissement du 4^{ème}...

Vincent Roger

vous convie à un débat public dans le 4^{ème}

INVITATION Les enjeux de 2012



Avec Laurent Wauquiez

Ministre de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Le mercredi 25 janvier 2012
à 19h15

En présence de

Philippe Goujon, Député-Maire du 15^{ème},
Président de la Fédération de Paris de
l'UMP, Jean-François Lamour, Député,
Président du groupe UMP à l'Hôtel de Ville
et Chantal Jouanno, Sénatrice de Paris.

A l'espace

Pierre-Charles Krieg/ Blancs-Manteaux
48 rue Vieille du Temple

Un réformateur à l'hôpital, Jean-Pierre BÉTHOUX



Sur l'île de la Cité, à l'ombre de la majestueuse Notre-Dame, se dresse l'austère silhouette du plus ancien hôpital de Paris, l'Hôtel-Dieu. Même si les bâtiments actuels ne datent que du XIX^e siècle, ses larges murs en pierre de taille bruissent de tous les souvenirs de notre capitale.

Ancré sur son île historique, l'Hôtel-Dieu est un hôpital à taille humaine, au sein duquel la qualité d'accueil et l'écoute des patients font office de valeurs cardinales. L'Hôtel-Dieu est aussi reconnu comme un hôpital moderne et novateur porté par l'audace, l'esprit fécond et la volonté de fer de ses médecins.

*“faire évoluer
l'hospitalisation
traditionnelle”*

Le professeur Jean-Pierre Béthoux fait partie des réformateurs qui se battent depuis des années pour moderniser l'hôpital, non pas uniquement pour des raisons de coûts, mais pour offrir une meilleure qualité d'accueil et de soin aux patients. En poste depuis 30 ans à l'Hôtel-Dieu et aujourd'hui chef du service de chirurgie générale, plastique et ambulatoire, Jean-Pierre Béthoux connaît bien l'hôpital public qu'il a choisi tout jeune étudiant pour la diversité des activités qui s'ouvraient à lui : soins, enseignement, recherche, gestion. Au cours de ses années de pratique, il a vu peu à peu l'écart se creuser entre une médecine progressant à pas de géant et un système d'hospitalisation parfois très sclérosé dans son fonctionnement.

Homme d'intérêt général, le professeur Jean-Pierre Béthoux a voulu changer les

choses, prendre part à la vie politique au sens noble du terme, la vie de la cité. C'est ainsi qu'en 1995, il devient Secrétaire général du Haut Conseil pour la réforme hospitalière, chargé de proposer les voies d'une réforme du système hospitalier. Il sortira de cet intense travail de réflexion l'une des trois ordonnances de 1996, celle portant sur l'hôpital, dont l'une des avancées

majeures est de substituer au budget global des hôpitaux des contrats d'objectifs et de moyens tenant mieux compte de l'activité réelle des établissements. Quelques années plus tard, Jean-Pierre Béthoux se lance dans un nouveau projet, l'expérimentation du dossier médical personnel (DMP), avec son collègue le Professeur Dominique Vadrot, chef du service de radiologie de l'Hôtel-Dieu. En 2003, toujours poussé par cette envie d'agir, il participe au regroupement de trois UFR au sein de l'Université Paris-Descartes afin de valoriser encore davantage cette université parmi les plus reconnues en médecine. Chacune de ces avancées a été une bataille acharnée, pour surmonter l'inertie, les querelles de personnes, la peur du changement.

Aujourd'hui, il s'est engagé dans un nouveau combat pour faire évoluer l'hospitalisation traditionnelle, devenue lourde

et archaïque au regard des progrès considérables des techniques opératoires et anesthésiques. Depuis 2009, le professeur Béthoux a mis en place un parcours de soin en « Ambulotel » au sein de l'Hôtel-Dieu, qui associe une prise en charge hospitalière en ambulatoire et une nuit dans un hôtel intra-hospitalier. Ce concept est tout simplement né du constat que beaucoup d'opérations ne nécessitent plus une hospitalisation dite « conventionnelle » avec séjour prolongé, mobilisation d'équipes de nuit, maintien des perfusions et normes très strictes pour les locaux. La formule de l'Ambulotel présente de nombreux avantages, notamment la réduction du risque d'infection nosocomiale. En outre, le nouveau dispositif répond totalement aux exigences de sécurité, puisque le patient reste sous la surveillance d'un proche et peut joindre l'interne de garde à tout moment. Moins lourd pour le patient, moins lourd pour l'équipe médicale, l'Ambulotel représente enfin un enjeu majeur pour les finances publiques avec un prix d'hébergement de 71 euros contre 1570 euros pour une hospitalisation conventionnelle en chirurgie. Une petite révolution est en marche au sein de l'hôpital public et peut-être dira-t-on un jour qu'elle est née dans le 4^{ème} arrondissement.